

Les contours d'une institutionnalisation de l'approche genre dans le développement

La reconnaissance de la contribution des paysannes à la sécurité alimentaire s'est opérée sur un temps long, passant d'une totale invisibilisation dans la recherche et les statistiques à une prise en compte systématique dans les projets de développement. Retour sur les débats et les mouvements qui structurent le *gender-mainstreaming*.

Jusqu'aux années 1970, les approches de développement sont principalement restées axées sur la croissance économique et le développement des infrastructures, autant de "progrès" que l'on pensait bénéfiques automatiquement aux populations vulnérables et marginalisées, dont les femmes. Pourtant, on sait aujourd'hui que les femmes ont très peu profité des retombées économiques et des transformations sociales associées à ces interventions, qui se sont même parfois révélées défavorables à leur égard. Malgré la centralité du rôle des femmes en agriculture, leur travail a longtemps été invisibilisé, rendant ainsi tout un pan des politiques de développement aveugle à leurs besoins, leurs contraintes spécifiques (notamment l'articulation des tâches productives et reproductives), ignorant leurs savoir-faire et les inégalités de genre qu'elles subissent.

Peu à peu, le travail des paysannes et leur contribution à la sécurité alimentaire ont été reconnus. Cela a été permis par les contributions simultanées de la recherche (l'ouvrage *Women's role in Economic Development* d'Esther Boserup paru en 1970 fait figure de travail précurseur), l'élargissement progressif des études en sciences sociales des femmes (*women's studies*) au genre (*gender studies*), et à sa traduction dans l'agenda international. Ce concept de genre, en s'intéressant aux masculinités et aux féminités, devient un outil analytique pour comprendre les rapports sociaux de sexe et met en lumière le caractère socialement construit des discriminations et dominations hommes-femmes (p. 6-7).

En réponse aux biais masculins des projets de développement, un nouveau champ de recherche "genre et développement" se met en place dans les années 1980. Pluridisciplinaire, Nord et Sud, il entend intégrer des approches spécifiques liées aux contextes

géographiques, sociaux, religieux, culturels. Il suscite de nombreux débats et tensions au sein des mouvements féministes africains quant aux positionnements et concepts issus des courants féministes occidentaux, présentés comme universels (cf p. 35-36).

Ces tensions, appropriations, rejets et débats ont nourri les mouvements internationaux et contribué à l'institutionnalisation du genre. Celle-ci s'est opérée à différentes échelles : au sein des instances internationales, des gouvernements, des agences de coopération et de développement, de la société civile, des ONG. Cette reconnaissance s'est traduite au niveau international par la décennie des femmes (1975-1985) initiée par les Nations Unies. La Conférence de Beijing en 1995 marque également un tournant en ce qu'elle affirme les droits de toutes les femmes dans leur diversité et permet de réelles avancées. C'est l'avènement du *gender mainstreaming* : généraliser et automatiser l'intégration transversale du genre dans la conception, la décision, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes et des politiques. Cette volonté s'est ensuite traduite par une constante mise à l'agenda et s'est déclinée en engagements forts axés sur les droits, l'égalité et l'autonomisation des femmes. On observe depuis une multiplication de plan d'action, la mise en place d'outils, d'indices, l'intégration progressive et plus ou moins poussée de l'approche dans les cadres nationaux. Aujourd'hui, l'intégration du genre est devenue une exigence centrale des bailleurs de fonds internationaux (cf p. 12-14).

Des impacts ambigus

Mais ces dynamiques n'ont pas eu que des effets positifs. Cette institutionnalisation est critiquée par plusieurs mouvements et courants de pensée pour avoir progressivement occulté les rapports de domination et d'exploitation à la base des inégalités de genre. Renforcer les capacités des femmes sur la

dialectique des droits serait insuffisant voire dépolitiserait la question du genre, en le vidant de ses fondements féministes de lutte (p. 34). En effet, une première vague de projets axés spécifiquement "femmes" ont certes amélioré leurs conditions de vie, mais leur impact est demeuré faible sur le plan du statut, des rapports de genre, entraînant peu de changements de normes sociales significatifs. Les critiques s'articulent autour de plusieurs enjeux parmi lesquels la rare voire la non prise en compte des impacts sur le genre masculin ou encore le risque de réduire l'autonomisation des femmes à sa dimension économique, et par là d'en faire de nouveaux agents d'un capitalisme néolibéral fragilisant l'agriculture paysanne.

Alors, institutionnalisation en trompe-l'œil ou réel moteur de transformation sociale ? Il semble que la dynamique ait tout de même fortement contribué à accélérer et structurer les processus de revendication et à visibiliser des enjeux et des mécanismes auparavant ignorés. ■

Alexandra Quet-Viéville



alexandra.quet@inter-reseaux.org
Coordinatrice de la revue *Grain de sel*

EN SAVOIR PLUS :

Isabelle Droy. Femmes et développement rural. 1990
(et notamment le chapitre 3 p. 37) :
<https://bit.ly/3t1vZ5y>

La collection Cahiers Genre et développement :
<http://bit.ly/3kVn1Dd>